

Le 10/01/2012

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président de la République,

Les élus du Comité d'Entreprise de COMAREG et les membres de l'Association Des Anciens Salariés d'HEBDOPRINT (ADAS Hebdoprint) reviennent une nouvelle fois vers vous car malgré l'entretien que nous avons eu avec le Monsieur le Ministre du Travail, Xavier Bertrand, le 1er décembre 2011, nous nous apercevons que le gouvernement, pour certains dossiers comme SEA FRANCE, a su déployer des moyens plus importants (36 millions de supras légales, 500 reclassements etc..) alors que le dossier Comareg/Hebdoprint n'a suscité que très peu d'intérêt de votre part.

Nous vous rappelons que PARUVENDU, c'est 2 500 salariés licenciés en quelques mois et c'est 3 200 salariés licenciés sur 2 ans.

Votre dévouement pour le dossier Sea France est très mal vécu par les 1650 salariés de Comareg et Hebdoprint qui ont perdu leur emploi sur 55 départements en France lors de la liquidation judiciaire prononcée le 3 Novembre 2011 par le Tribunal de Commerce de Lyon.

Pour beaucoup d'entre nous la situation devient vraiment compliquée, sans revenu depuis mi-décembre, des dossiers CSP en retard donc aucune indemnisation Pôle Emploi, un solde de tout compte non reçu, des salariés en détresse financière et morale bref comprenez leur colère.

Ils se sentent réellement abandonnés par l'Etat et par leur actionnaire, Mr Philippe Hersant, car concrètement, aucune mesure d'accompagnement à l'exception d'un cabinet de reclassement d'une durée de 6 mois n'a été octroyée aux salariés.

Aucune aide financière complémentaire n'a été attribuée malgré nos différentes demandes, pour exemple certains salariés avec presque 20 ans d'ancienneté ne partent qu'avec très peu d'indemnités légales...

Nous sommes choqués du peu d'intérêt qu'à suscité le dossier Comareg/Hebdoprint, alors que le dossier Sea France a fait la Une de la presse et des journaux télévisés et a même mobilisé plusieurs de vos Ministres qui en ont fait leur cheval de bataille durant plusieurs semaines.

C'est pourquoi, quand l'Etat décide de s'intéresser au sort des salariés d'une entreprise, il est tout à fait en mesure de financer des mesures exceptionnelles. En effet, une CSP sur 24 mois avait été mise en place pour les salariés de REIMS AEROSPACE et maintenant pour SEA FRANCE une enveloppe de 36 millions d'euros a été débloquée pour les 800 salariés ainsi que des propositions de reclassements pour 500 personnes...

Un constat : RIEN pour COMAREG et HEBDOPRINT ! Juste une cellule de reclassement pour 6 mois mais aucune compensation financière ni indemnité de préjudice pour les 1650 familles qui se retrouvent dans la précarité et sans emploi.

Pourquoi aucune aide de l'Etat ? Parce que le groupe HERSANT est un groupe de presse influent pendant une campagne présidentielle et que Monsieur Philippe Hersant a le bras long auprès du gouvernement et de la presse ?

Ou bien encore, parce que l'avenir tout entier de la presse payante de notre pays a fait l'objet d'un possible accord entre l'Etat et Monsieur Philippe Hersant, comprenant le sacrifice des derniers 1650 salariés de Comareg / Hebdoprint ?

Nous ne voulons pas le croire et attendons que votre gouvernement mette en place des mesures exemplaires d'accompagnement pour le plus grand plan social de France en 2011.

Nous souhaitons aussi que l'Etat oblige Philippe Hersant, 12ème fortune française en Suisse, à prendre ses responsabilités face à ce désastre social et cette catastrophe économique, **nous demandons donc à plan social exceptionnel des mesures d'autant plus exceptionnelles d'accompagnement** des salariés comme il a été déjà demandé à Monsieur le Ministre du travail Xavier Bertrand lors de notre entretien du 1er décembre 2011 et comme vous avez su le faire pour l'Entreprise Sea France.

**C'est pourquoi, nous renouvelons nos demandes
et nous exigeons par respect pour l'ensemble des salariés :**

**- Une indemnité de préjudice à la hauteur de l'investissement des salariés
durant de nombreuses années pour perte de leur emploi et qui ont été sacrifiés
par Monsieur Philippe Hersant pour sauver son pôle de presse quotidienne payante.**

**- Une cellule de reclassement digne de ce nom sur 12 mois,
et non sur 6 mois comme il est proposé actuellement,**

**- Le financement d'aides à la formation ou à la création d'Entreprise
afin que les salariés puissent retrouver du travail et se reconvertir si besoin,**

**- Un accompagnement de 24 mois dans le cadre du CSP (contrat de sécurisation
professionnelle) comme il a été fait pour l'Entreprise de Reims Aérospace.**

Nous rappelons que les salariés de Comareg et HebdoPrint ne souhaitent pas essayer les erreurs de stratégie de leur actionnaire, car un tel gachis ne peut pas rester impuni et sans mesure appropriée...

Monsieur le Président, nous avons besoin de votre aide et aujourd'hui aucun signe de votre part et Paru Vendu se sent bien oublié et même abandonné par les pouvoirs publics...

Nous crions notre colère et nous souhaitons partir avec respect et avec dignité afin de pouvoir tourner la page sans trop de douleur, car des années de travail ne peuvent pas s'effacer en quelques semaines sans aucune aide, ni reconnaissance et ni indemnités de préjudice.

Monsieur Le Président, comme vous l'avez précisé dans le journal des Echos du 9/01/2012 concernant le dossier Sea France « *qu'il y aurait une solution crédible pour chaque salarié et que le gouvernement ferait tout pour préserver les emplois* », et vous avez même déclaré : "*Je ne baisserai pas les bras et je n'accepterai pas une sorte de fatalité. Je crois qu'il y a une discussion possible, en tout cas le gouvernement est décidé à tout mettre en oeuvre pour qu'il en soit ainsi*".

C'est pourquoi, en lisant vos déclarations sur l'Entreprise Sea France et les engagements que vous avez su prendre pour les 800 salariés de cette entreprise, nous, anciens salariés Comareg et HebdoPrint, sommes atterrés et choqués du peu d'investissement et d'intérêt que vous avez porté au dossier Paru Vendu et à la suppression de 2 500 emplois depuis juillet 2011 dans notre entreprise de presse gratuite d'annonces.

Les Salariés de PARUVENDU espèrent donc un geste et un soutien réel de votre part afin que vous puissiez les aider et les soutenir dans ce plan social (le plus important de France en 2011 et très certainement le plus important des 5 dernières années) mais aussi leur rendre justice en amenant Philippe Hersant devant les tribunaux.

Nous comptons sur vous !!! Ne les abandonnez pas !!!!

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en nos respectueuses salutations.

Les représentants des anciens salariés Comareg et HebdoPrint
Corinne Bélorgeot , Emmanuelle Puifourcat, Manuelle Thomas